

Compte-rendu des journées de l'économie

7, 8 et 9 novembre 2017- LYON



Comprendre le passé pour construire l'avenir

Face aux difficultés du logement, au désir des citoyens d'améliorer leur qualité de vie, à la nécessité d'intégrer la digitalisation dans l'emploi, nos modes de consommation évoluent. « L'usage » est favorisé à la « propriété » pour les nouvelles générations. Le commerce en ligne et de proximité s'imposent. Le rôle des territoires est crucial. Les nouvelles générations ont envie d'oxygène, c'est à dire de disposer d'une certaine liberté, et en même temps, on observe un besoin de protection des citoyens. L'individu est plus complexe, il évolue avec des envies plus différentes. Il y a une nécessité de trouver le bon équilibre entre libéralisme et protectionnisme. Tel est le rôle de l'Etat ; Un équilibre dans l'instauration des normes semble pertinent. En effet, les normes représentent une contrainte mais aussi un moyen d'accès à la qualité et aux exigences des citoyens.

Propos recueillis par S GOFFREDO

SOMMAIRE

Regard sur les 10 dernières années pour anticiper le monde de demain.....	2
L'économie du cannabis.....	4
La stagnation séculaire est-elle notre avenir à long terme ?	6
Faut-il baisser les dépenses publiques ?	7
Quelle protection sociale au 21 ^{ème} siècle ?	9
Les 3 capitalismes	11
Que reste-il du mythe de la courbe de Phillips ?	12
Le Brexit.....	13
La fin de la mondialisation.....	14
Vision prospective sur l'Europe.....	16

Regard sur les 10 dernières années pour anticiper le monde de demain

Les dix dernières années ont été marquées par la crise financière et par l'accélération de la révolution numérique. Concernant la crise financière, quelles leçons pouvons nous tirer de fait que les Etats-Unis se sont montrés plus résilients que les économies européennes ? Quant à la révolution numérique, elle pose la question de l'adaptation des institutions aux changements techniques radicaux et rapides : en particulier, comment faire évoluer le marché du travail et le système de formation et d'assurance chômage pour les adapter à une économie de plus en plus numérique et innovante ?

P AGHION, Professeur au collège de France Chaire « institutions, Innovation et croissance ».

La stagnation séculaire, représentée par la possibilité d'une longue période de croissance ralentie, fait partie des perspectives évoquées et discutées par les économistes.

Du côté de l'offre, d'après GORDON la stagnation s'explique du fait de l'épuisement des effets du progrès technique. La digitalisation suscite des résistances comme souvent dans les périodes de progrès technique. En Grande-Bretagne, au 19^e siècle (entre 1811 et 1817), les luddites cassaient les machines à coudre pour empêcher la diffusion du progrès technique dans le textile.

Par ailleurs, la politique monétaire active menée par M DRAGHI a favorisé la baisse des taux d'intérêt.

D'un autre côté, la part des 1% qui gagne le plus, depuis les années 1980 s'est accélérée. Cela est mesurable grâce à l'indice de GINI. D'où cela vient-il ? Est-ce une rente de situation ou d'innovation ? La distinction est nécessaire dans la mesure où les conséquences ne sont pas les mêmes. Il convient de rappeler que les deux révolutions industrielles ont été source de croissance. L'idée de GORDON à travers la « stagnation séculaire » est de montrer que les innovations majeures issues de ces révolutions industrielles telles que la machine à vapeur ou le moteur à explosion, (comparées à des fruits bien mûrs) ont favorisé une importante croissance qui serait vouée à ralentir.

D'après P AGHION, les innovations technologiques offrent de réelles opportunités. En revanche, il y a une nécessité de créer les conditions favorables à cette croissance.

Le défi de la finance est de soutenir l'innovation. Le problème actuel est de réguler ces innovations. C'est à dire, de trouver un juste équilibre à savoir de ne pas bloquer les innovations d'un côté, mais aussi d'en contrôler les excès.

Le changement technologique est rapide alors qu'on observe une certaine inertie institutionnelle.

Face à des évolutions technologiques très fortes, il y a une nécessité de réorganiser la société par des réformes structurelles pour répondre aux nouvelles exigences (changement de métier, retraite, maladie..)

V CHAUVIN, Responsable audit France chez Mazars et directrice de Mazars SA

MAZARS est une organisation internationale intégrée et indépendante, spécialisée dans l'audit, le conseil et les services comptables fiscaux et juridiques.

Cette entreprise est composée pour l'essentiel de « millenials ». MAZARS a fait un choix tactique d'embaucher des jeunes qui sortent des écoles. L'évolution des mentalités de ces populations, et leur aisance avec les NTIC sont appréciées. Le recrutement est accès vers de nouveaux talents. Il y a un travail en amont de mentoring des étudiants. Plusieurs jeunes sont recrutés après avoir suivi « l'Ecole 42 ».

En effet, une transformation du point de vue du management est opérée. Elle vise à apporter de l'intrapreneuriat pour optimiser l'intelligence collective. Au sein de MAZARS, des LAB sont mis en place ainsi que la participation de hackathon. Il y a une demande d'agilité de la part des collaborateurs qui se traduit par un rapport au temps différent, des possibilités de passerelle entre les métiers sont offertes aux collaborateurs.

Enfin, les « millenials ». sont en quête de sens. Par exemple, des projets de congés solidaires sont proposés. De plus, les collaborateurs ont la possibilité de faire de l'assistance à des start-up sur leur temps de travail.

MAZARS veille à respecter les équilibres de vie de chacun ainsi que l'égalité homme/femme au sein des équipes. L'entreprise a la volonté d'accompagner ses collaborateurs en leur donnant confiance dans le monde professionnel.

On constate aujourd'hui un besoin de nouvelles formations pour répondre à de nouveaux besoins en compétences sur le marché du travail.

E FARHI, Professeur à l'université Harvard

On observe le retour de la rente dans l'économie, au sens de RICARDO (la rente foncière, mais aussi la rente de monopole avec entre autre l'exemple de Carlos SLIM au Mexique dans le domaine de la téléphonie). Quels sont les signes ?

Aux USA, on observe une augmentation de la concentration dans les industries. Au niveau de la technologie, il y a une forte concentration avec les GAFAM qui occupent de fortes parts de Marché. En effet, les concentrations d'entreprises augmentent (high-Tech, finance..). Ce phénomène américain pourrait se développer davantage.

Quelles sont les conséquences de ce phénomène? Est-ce lié à des barrières à l'entrée ?

Les 2 premières questions concernent le partage de la valeur ajoutée et une diminution de la part du travail au profit du capital. Cela est lié au secteur immobilier notamment où le capital joue un rôle important. La part du capital dans ce secteur s'est accrue. On observe un phénomène de rente foncière, au sens de RICARDO.

Une divergence entre les taux d'intérêt et les taux de rendement sur le capital sont à noter. En effet, les prises de risque s'expliquent par une partie de ces divergences qui s'expliquent aussi par des rentes. L'investissement est faible malgré la rentabilité des entreprises. De plus, on constate davantage de création d'emplois dans les grandes entreprises ainsi que les plus anciennes.

Par ailleurs, le marché du travail est trop rigidité en France. Faut-il taxer la rente foncière ?

Nous pourrions nous situer au creux de la vague où le paradoxe de SOLOW de 1987 pourrait être d'actualité. En effet, « *les ordinateurs sont partout sauf dans les statistiques de productivité* ». Cela illustre la lenteur à laquelle le progrès technique se diffuse dans la croissance. Cela doit être accompagné d'investissements lourds.

La question de la concurrence en Europe est prise plus au sérieux qu'aux USA concernant la volonté de maintenir la concurrence au sein de l'Europe.

S GOULARD témoin des Jéco

Il y a une nécessité de lutter contra la théorie des genres.

Concernant le chômage, le changement doit être accompagné pour que les gens en comprennent les raisons, mais aussi pour donner du sens au changement.

J PISANI-FERRY, Professeur à Sciences-Po

Le coût des crises financières est colossal. Cela correspond à un an de revenu mondial ; Il y a des effets géopolitiques de la crise. On a eu besoin de connaître l'histoire et les théories hétérodoxes pour résorber la crise. Il a fallu apporter de la liquidité aux banques, réfléchir aux extrêmes pour en comprendre les enjeux. Cette réponse intelligente du point de vue économique, fut toutefois un désastre au niveau pédagogique et médiatique.

Sera t-on capable de créer un consensus pour faire repartir la croissance ? Il y a une nécessité de prendre en compte une croissance mesurable capable d'intégrer les questions d'inégalités mais aussi d'environnement.

On constate un besoin de changer le contenu de la croissance. Changer de technologie dans l'énergie, mais aussi dans les transports ou l'immobilier. Cela est source de croissance intégrant de nouveaux processus, d'investissements et d'emplois.

Sur le marché de l'emploi, certains pays ont mis en place des contrats où le nombre d'heures pour les hommes est plus élevé que pour les femmes. La France n'a pas fait ce choix. Concernant la crise, les économistes ont permis de renforcer la solidité des banques.

Les modes de rémunération incitatifs à la gestion des risques ne sont pas assez contrôlés. Il y a beaucoup de rentes dans les banques avec la rétention de talents à qui les banques proposent des rémunérations attractives.

Le danger n'est pas la dette publique en revanche, le problème se poserait si les taux remontaient.

M YAHIEL Commissaire général de France Stratégie

Au niveau des territoires, il y a une nécessité de trouver un équilibre entre les niveaux de salaires et d'emplois. Les métropoles absorbent la richesse. Le ruissellement n'est pas automatique envers les autres territoires. Les métropoles et la division des territoires représentent un enjeu pour la France.

Les compétences doivent répondre à un paradoxe : On observe que 30% de la population actuelle ne maîtrise pas des compétences de base, et de l'autre côté, il y a une élévation des diplômés. Les compétences permettent de faire face à la révolution digitale. 2007 est l'année du lancement de l'iPhone. C'était avant la crise.

En effet, nous avons tous été à la fois concernés et impliqués par cette crise. Quelle différence peut-on établir entre le fait d'être impliqués et concernés ?

D'après l'adage d'un économiste du travail, la distinction peut être illustrée dans la métaphore suivante : « *Dans l'œuf au bacon, le porc est impliqué alors que la poule est concernée !* ».

La mesure du chômage peut être discutable. En effet, la France n'a pas fait le choix des « mini job » (contrat à zéro heure) contrairement à la Grande-Bretagne. La mesure de la flexibilité n'est pas très répandue en Europe. Cela peut biaiser la mesure du chômage au sens du BIT entre la France et certains autres pays. De plus, le « halo du chômage » (personnes qui gravitent autour du chômage, FREYSSINET) tend à biaiser ce calcul.

L'économie du Cannabis

La France est le pays qui consomme le plus de cannabis en Europe. Une personne sur 4 a déjà essayé et un adolescent sur 10 consomme du cannabis de façon régulière.

La question de la dépénalisation se pose. Quels en seraient les avantages et les risques ? Quels problèmes de santé publique cela poserait-il ? Quelles sont les pensées de la science économique à ce sujet ? Pourrait-on construire un marché légal du cannabis ?

E AURIOL, Professeur d'économie à la Toulouse School of Economics

L'économie du cannabis concerne l'économie publique des marchés illégaux.

Du point de vue économique, nous sommes actuellement dans une situation de prohibition sur le plan du commerce et de la consommation du cannabis.

La politique de prohibition repose sur le fait d'interdire l'offre de ces produits. Ces politiques visent à empêcher l'offre. Cependant, si cette demande est trop importante, des réseaux criminels se mettent en place. Par exemple, aux USA l'interdiction de l'alcool a engendré la prolifération de réseaux mafieux dont Al Capone qui contribua à l'émergence du système de mafia. Comment peut-on s'attaquer à ce marché illégal ?

Le marché de la drogue est le premier marché criminel. En 1971, NIXON a lancé la guerre à la drogue puis REGGAN a poursuivi ce combat.

La France est le pays d'Europe où la consommation de cannabis est la plus forte. Par conséquent, la prohibition ne bride pas le marché.

Une autre politique est possible : légalisation et répression

Pour limiter l'augmentation de la demande, il faut que le gouvernement asseye son monopole sur la distribution. Il doit appliquer une fiscalité assez forte pour en limiter l'usage. Par exemple, une taxe de 80% est pratiquée sur les cigarettes. Le problème repose sur la lutte contre le marché noir.

Concernant les politiques de la demande, il semble nécessaire d'en contrôler la disponibilité, les usages (interdiction de conduire), la publicité (loi Evin), les prix (fiscalité spéciale) ainsi que de mettre en place des campagnes d'information et de sensibilisation (écoles, medias).

Christian BEN LAKHDAR, Professeur des universités en SES Lille 2

Peut-on construire un marché légal du cannabis ? Il semble que oui. Quel objectif au cadre de régulation ? La loi de décembre 1970 s'avère inefficace et inefficente à ce sujet.

Une proposition de marché réglementé peut être établie. Il s'agirait de trouver une réglementation légale et responsable qui minimise les usages.

Des cadres existent mais ils sont imparfaits. Par exemple, en 2010 le marché des jeux de hasard et d'argent en ligne a été libéralisé.

L'ARJEL (Autorité de régulation des jeux en ligne) a une mission politique de prévention des risques avec notamment la délivrance de licence et la lutte contre les sites illégaux.

Une autorité de régulation pourrait être proposée. Par exemple, l'ARCA qui serait l'autorité de régulation du cannabis pourrait en contrôler les prix et la qualité des produits issus du cannabis.

Ivana OBRADOVIC, Directrice adjointe de l'observatoire des drogues et des toximanies

Au sein de l'Union Européenne, un quart des pays ont un usage qui dépasse 15% de la population. Or, dans la plupart des pays de l'UE, l'usage est une infraction pénale.

A l'ONU, un rapport mondial a montré l'échec de la répression sur l'usage des drogues. Parallèlement, des initiatives de régulation fin 2012 ont vu le jour au Colorado, à Washington, et en Californie en 2016. Cela s'est déroulé par référendum et concerne l'usage du cannabis à des fins récréatives.

En 2013, l'Uruguay décide de contrôler l'usage du Cannabis et le Canada a également décidé de l'autoriser en juillet 2018, sous certaines conditions. Par ailleurs, des politiques de régulation aux Pays-Bas existent. Un modèle de dépénalisation au Portugal a émergé, impulsé par « les cannabis social club » qui ont émergé en Espagne. Il s'agit de permettre le rassemblement des coopératives de producteurs.

Plusieurs pays s'interrogent sur « les cannabis social club » qui seraient contrôlés par l'Etat avec en plus la possibilité d'en autoriser l'auto-culture. Les premiers changements ont eu lieu dans des pays fédéraux. L'impulsion par le local pourrait venir.

L'étude «Cannalex » a été menée au Colorado, dans l'Etat de Washington ainsi qu'en Uruguay. Pour ce dernier pays, il s'agit d'une volonté présidentielle d'aller vers l'ouverture des mentalités. Les processus sont différenciés suivant ces pays et les objectifs sont distincts sauf celui de lutter contre le marché noir. En revanche, aux USA, les intérêts fiscaux d'instaurer une taxe ont été la motivation principale de lutter contre les disparités raciales. En Uruguay, l'idée était de lutter contre le marché noir.

Enfin, la régulation est placée sous certaines conditions. La consommation n'est pas autorisée en dessous de 21 ans pour les pays concernés.

Des effets massifs de retombées économiques directes et indirectes seraient observables. En effet, des pratiques commerciales au Colorado ont été exploitées par certains hôtels qui se sont spécialisés dans la consommation du cannabis.

Au niveau des effets de ces mesures, on observe que les 18/25 ans ont augmenté leurs usages. Cela est en partie lié à la diversification de l'offre de produits à base de cannabis. Certains produits alimentaires dérivés ont créé de nouveaux problèmes de santé publique.

Nicolas PRISSE, Président de la mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives

L'objectif de la mission interministérielle est de faire baisser la consommation de cannabis chez les jeunes. Aujourd'hui, toutes les recherches montrent que la consommation de cannabis chez les jeunes contribue à des dégradations physiques et mentales. Des risques d'AVC ont été observés chez certains fumeurs. Des échecs scolaires sont plus marqués chez les consommateurs. De plus, l'association tabac et cannabis est très néfaste.

La stagnation séculaire est-elle notre avenir à long terme ?

La stagnation séculaire désigne l'état persistant d'incapacité de l'économie à réaliser simultanément le plein-emploi, une inflation stable et le maintien de la stabilité financière. Cette expression introduite en 1938 par HANSEN dans son ouvrage « Full recovery or stagnation » a été popularisée récemment par SUMMERS. Quelles sont les perspectives les plus probables pour le long terme ? La conférence s'efforcera d'apporter des points de vue argumentés à ces différentes questions.

P AGHION, Professeur au collège de France Chaire « institutions, Innovation et croissance ».

En 1938, HANSEN explique que les USA sont condamnés à une insuffisance de la demande agrégée. Pour SUMMERS, la demande est si faible, que la stagnation est inévitable.

GORDON explique la croissance lors de la machine à vapeur, puis celle de l'électricité et la de chimie. Sa vision peut être comparée à un arbre fruitier où les fruits les plus mûrs, ceux issus des innovations radicales ont déjà été cueillis et qu'il ne reste à présent que les « fruits secs », ceux qui ne génèrent pas beaucoup de croissance.

Selon AGHION, les innovations issues de la digitalisation vont forcément générer de la croissance.

En effet, la révolution des TIC et l'intelligence artificielle affectent la production des idées. Cela se reflète dans la croissance. De plus, la rente à l'innovation n'a jamais été aussi grande. Il y a aujourd'hui une nécessité d'accompagner l'économie du savoir. De plus, les réformes structurelles doivent dynamiser la production de biens & services. Les réformes en Suède ont été fructueuses comparé au Japon.

La faible croissance peut être nettement améliorée en France. La France est trop corporatisée ce qui freine les réformes. Nous sommes bien en dessous de la frontière de l'efficacité, ce qui laisse la possibilité d'une croissance en France. Pour favoriser la croissance, des réformes structurelles sont nécessaires.

M AGLIETTA, Conseiller au CEPII

Le salaire réel aux USA n'a pas augmenté depuis plus de 30 ans.

Les entreprises sont considérées comme des entités en interaction. (modèle de l'accélération financier). La gouvernance des Entreprises est fondamentale. On traverse aujourd'hui une finance de marché où les banques sont devenues des intermédiaires de marché. Les cycles financiers (spécificité de l'Allemagne) s'opèrent avec un cycle financier très amorti et décalé. La divergence s'est accrue depuis la création de la zone euro et les cycles des affaires en zone euro (concordance entre les cycles d'affaires) ont une certaine influence. L'extrême difficulté à se désendetter serait à l'origine de la stagnation séculaire.

G DUFRENOT, Professeur à l'école d'Economie de Marseille et chercheur associé au CEPII

Le taux d'intérêt naturel correspond au niveau auquel devrait être ce taux d'intérêt pour que la production soit soutenue.

Dans les économies où il y a du sous-investissement, les taux d'intérêt sont plus faibles.

Par exemple, en Italie après la crise de 2008, il y a eu des pertes en PIB qui n'ont pas été rattrapées. L'écart de production (output gap) est très faible avec un chômage élevé.

Un des problèmes de la stagnation séculaire est que pour que la croissance reparte, il faut faire baisser les taux d'intérêt et revenir à de l'inflation.

La difficulté à faire revenir l'inflation est présente. La baisse de l'inflation est un phénomène mondial. Pourquoi l'inflation est-elle si faible ?

L'économie mondialisée, notamment la part des biens échangés, est davantage portée sur les biens intermédiaires que les biens finaux.

Le Policy-Mix (politique monétaire et budgétaire) pourrait faire repartir la croissance.

C GARCIA PENALOSA, Membre de l'école d'économie d'Aix-Marseille et du CNRS

Dans ces explications de la stagnation séculaire, GORDON parle des « vents contraires », pour désigner des facteurs conjoncturels défavorables qui ralentissent la croissance. La stagnation est renforcée par le souffle de 6 « vents contraires » (la démographie, la stagnation du niveau d'éducation, l'accroissement des inégalités T PIKETTY, J STIGLITZ, la mondialisation, le réchauffement climatique et la consolidation budgétaire).

Concernant l'éducation, les données PIAAC pour l'OCDE montrent qu'en Allemagne et en Suède, les résultats sont positifs. Il y a un problème en terme d'adéquation des qualifications. Des leviers de croissance sont à exploiter : l'éducation et l'emploi des femmes notamment. Par ailleurs, le Japon qui avait une économie fleurissante est aujourd'hui très endettée. Les politiques actuelles ne parviennent pas à rétablir la situation. Parallèlement, l'économie numérique crée une forte concurrence, ce qui permet de faire baisser les prix.

Faut-il baisser les dépenses publiques ?

La France est championne du monde par le niveau de ses dépenses publiques rapportées au PIB et son gouvernement s'est donné comme objectif de le réduire significativement au cours des prochaines années. Mais cet indicateur a-t-il véritablement du sens ? Et quelles conséquences a une baisse de ces dépenses sur l'économie et sur la société ? Que peut-on en particulier tirer comme leçon des expériences étrangères en ce domaine ?

E BLANC Vice président de la région Auvergne-Rhône-Alpes

Les libéraux veulent une réduction des dépenses publiques et la gauche voudrait les augmenter or, ce clivage n'a plus beaucoup de sens aujourd'hui. Les grands services régaliens sont critiqués. La SNCF est endettée et le réseau ferroviaire ne fonctionne pas comme il devrait. La dette devrait être plus faible sachant que nous payons beaucoup d'impôt. Ce contexte montre que ce n'est pas dans les pays où la dépense publique est la plus élevée que les services fonctionnent le mieux.

La décentralisation est une bonne chose. L'objectif de la région Auvergne - Rhône Alpes est de donner à la région des moyens d'intervention. Il y a une nécessité de restructurer. Par exemple, en diminuant les dépenses de fonctionnement.

Les indicateurs et l'évaluation des politiques ont imposé des études d'impact. Coté Etat, il y a un problème d'évaluation des politiques. Des indicateurs sérieux doivent être mobilisés pour évaluer les dépenses publiques. Au niveau régional, la gestion est plus efficiente qu'au niveau national. De plus, les indicateurs pour évaluer le nombre nécessaire de fonctionnaires devraient être plus pertinents.

La loi budgétaire de 2001 (Lolf), relative à la gestion du budget de l'Etat se décline « en missions », mesurables grâce à des indicateurs de performance. En effet, l'Etat gère un budget de 4 milliards et demi d'Euros par an. Des cabinets d'audit accompagnent ces évaluations. Une formation en interne destinée à former les gens à être évalués par des formations a été mise en place pour accompagner les agents dans ces nouvelles pratiques de « *New Public Management* ».

B COURNEDE chef adjoint de la division des finances publiques de l'OCDE

La dépense publique s'élève à 56% du PIB en France. C'est le montant le plus élevé des pays de l'OCDE. La moyenne est de 41%. Est-ce un problème ? A un niveau élevé, l'Etat est de plus en plus présent pour des activités qui pourraient être exercées par des activités commerciales. Un bon indicateur produit par la banque mondiale montre que l'efficacité est assez faible et l'impact est négatif.

Dans l'éducation, les dépenses sont au delà de la moyenne et l'efficacité du système reste contestable si l'on observe la position de la France au classement PISA.

Par conséquent, il y a une nécessité d'orienter les dépenses publiques dans les secteurs qui rapportent au pays tels que l'éducation, les infrastructures...

W KALINOWSKI Co-directeur de l'Institut Veblen pour les réformes économiques

A la suite d'une crise dans les années 90, la Suède a baissé de façon drastique ses dépenses et aujourd'hui, le pays se porte plutôt bien. Le modèle suédois est une source d'inspiration pour la France avec notamment une production de services sociaux de qualité, et un système d'assurance social très généreux. Dans les années 70, la dépense publique était de 60%, elle a été ramenée à 49% en 1990. Les objectifs de la Suède étaient de réduire les inégalités et d'augmenter la mobilité sociale.

Cette correction libérale des années 90 s'est poursuivie dans les années 2000. Cela n'a pas eu d'impact sur le marché du travail qui est en bon état.

En Suède, tous les 10 ans, le parlement organise une évaluation sur la confiance que portent les Suédois aux dépenses publiques.

J PISANI-FERRY Professeur à la Herte School de Berlin et à Sciences Po

L'évaluation de la dépense publique est essentielle dans les actions au niveau de l'Etat. Aujourd'hui, on évalue sur le vote de la dépense. Ce modèle est à changer. La dépense sociale a augmenté en France.

On a des difficultés sur l'efficacité de la notation de certains établissements scolaires concernant la dépense publique.

Sur le logement, on dépense 45 milliards de plus que dans les autres pays, et le système fonctionne mal notamment concernant le secteur locatif et le logement social. On souffre de la démarche d'investissement. Que peut-on dépenser pour avoir des effets pérennes satisfaisants en matière d'équipement, de formation ? Cette démarche économique est mal exploitée dans le système public. La démarche actuelle des projets d'investissement est trop court termiste. Ce modèle tend à changer avec une logique plus axée sur la transformation.

Les pays scandinaves ont une appétence pour les dépenses élevées ainsi que pour les impôts plus élevés, contrairement à la France.

La réduction du nombre de fonctionnaire est nécessaire mais il faut se demander comment organiser les choses pour demain ? Sur le plan des métiers, nous sommes trop rigides avec les missions de chacun. Par exemple, considérant la pénurie des médecins généralistes dans certaines régions, il semble inadapté que la tension soit prise par un médecin alors que cette action pourrait très bien être confiée à du personnel moins qualifié.

Quelle est la contrepartie de la baisse de la dépense publique ? Aujourd'hui, on accepte plus les optimisations fiscales. Par exemple, concernant les débordements d'Apple, le conseil de la concurrence européenne s'en est saisi pour résoudre ce problème. De plus, les scandales liés aux « Paradise Papers » montrent aussi que des actions sont en cours.

O VIGNA Directeur des études HSBC France

Les dépenses publiques élevées ont accru le déficit et la dette. Depuis 1975, la France est en déficit. La dette pèse 96% du PIB en 2016. La France n'a pas baissé ses dépenses depuis 10 ans. Le lien est difficile à établir entre le PIB et le développement social.

D'après le coefficient de GINI, la correction des inégalités est moyenne, comparée aux dépenses publiques.

Les taux d'intérêt sont très faibles car la banque centrale mène une politique accommodante. Les risques d'éviction du secteur privé pourraient être générés par un effet multiplicateur et on doit en restaurer les marges de manœuvre.

Dans un monde globalisé, il y a des assiettes fiscales mobiles, (ceux qui font des choix d'optimisation fiscale légales et non légales). Ce qui oblige à plus de vigilance de la part des Etats. La mise en place du GAFI (Groupe d'action financière) en 1989 pour lutter contre l'évasion fiscale en est une réponse.

Quelle protection sociale au XXI^e siècle ?

La mondialisation, l'essor du numérique et l'évolution démographique sont en train de transformer le monde du travail. Ces mutations profondes remettent en cause le modèle traditionnel de la protection sociale. Des craintes se sont exprimées sur le fait que « la quatrième révolution industrielle » liée à l'automatisation serait source de chômage technologique alors qu'apparaissent déjà plusieurs formes d'emplois « atypiques ». Ces emplois se trouvent en dehors du cadre des régimes de la protection sociale. Face à ces évolutions, les pays européens examinent la possibilité d'introduire des formes de protection sociale plus individualisées. Cela conduit à s'interroger quant au juste équilibre entre épargne individuelle et redistribution à l'échelle de la société. Quelles sont les pistes de réformes à envisager pour mieux protéger les travailleurs? Quels sont les risques associés à une plus grande individualisation de la protection sociale ? Quels sont les mérites du revenu universel dans un tel contexte? Faudrait-il taxer les robots plutôt que le travail pour financer la protection sociale ?

O BARGAIN, Professeur sciences économique Bordeaux

Sur le court terme, le revenu universel est vu comme une aide automatique pour ceux qui n'ont pas de revenu. Cette aide pourrait être automatisée. Le RSA (Revenu de solidarité active) actuellement en vigueur, ne concerne pas tout le monde. Ainsi, le Revenu Universel permettrait d'assurer des revenus constants. La technique du prélèvement de l'impôt à la source est aujourd'hui aboutie.

La fusion et la généralisation d'un guichet unique, de type MSA (modèle agricole) et du CPA (Compte Personnel d'activité) permettent une meilleure efficacité de placement et du dialogue citoyen.

Il y aura des créations et des destructions d'emplois qui se feront par le haut et le bas. Des risques de baisse de cotisants avec l'intelligence artificielle sont à prévoir, d'où la pertinence d'un Revenu Universel. Ainsi, le Revenu Universel pourrait être un moyen pour compenser ses évolutions. Une Europe sociale devrait être créée dans un contexte d'économie de marché.

P BARRET, APICIL

Groupe de protection sociale complémentaire sur la retraite et les mutuelles, prévoyance, et dépendance.

On ne passe pas assez de temps en France à ce que l'on veut faire. Doit-on financer par l'impôt ou par les cotisations sociales ? Dans un monde globalisé, la France doit prendre en compte dans ses mesures la compétitivité des entreprises.

De plus, l'importance de la gestion paritaire (AGIRC, ARCO, CNAM) montre que ce n'est pas l'Etat qui a la plus grande efficacité dans sa gestion.

Le pilotage de la protection sociale (partenaires sociaux) par des corps intermédiaires semble essentiel. Les assureurs complémentaires sont des entreprises confrontées à la concurrence. D'où la nécessité d'innover pour rester compétitif. De plus, Il semble important que les acteurs soient unifiés par les moyens de communication simples. Par exemple, le régime de retraite avec l'idée de « guichet unifié » pourrait être pertinent.

Un pilotage paritaire composé d'organisations syndicales et patronales qui définissent la gestion de la cotisation de chaque salarié auprès des entreprises pour reverser les cotisations est mis en place.

P HABBAR OCDE

Quels sont les impacts du changement numérique ? Ce n'est pas la 1^{ère} fois dans l'histoire que nous affrontons un choc. Le changement technologique crée de la productivité qui est partagée entre les travailleurs et le capital. En revanche, on mesure que la productivité baisse. Le salarié ne bénéficie pas du fruit de son travail d'après les indicateurs de l'OCDE.

Aujourd'hui, il y a une différence entre ce qu'est l'entreprise et le donneur d'ordre. En terme de recommandation, on reste dans une dynamique néo-libérale de protection sociale de type (insiders/ outsiders). Certains travailleurs sont trop protégés.

De plus, il y a un décalage entre ce que gagne le salarié et ce qu'il produit. D'où la volonté d'individualisation du salaire.

Enfin, il y a une nécessité de renforcer les volets de financement de minima sociaux.

Face à ces réalités, il semble important de replacer ces déséquilibres dans les rapports de force (PME/Multinationale, Salarié/Salaire..); Il y a un besoin de renverser la tendance à l'individualisation des retraites, à la santé, et de revoir le partage de risque des retraites au niveau collectif.

Sur l'assiette fiscale, la part du travail sur le revenu national se réduit. Les sources de profit des entreprises partent en partie dans l'optimisation fiscale.

Ana LLENA- NOZAL Economiste des politiques sociales, OCDE

Pourquoi y a-t-il un besoin de réforme de la protection sociale ? On compte aujourd'hui 16% de travailleurs temporaires et 16% de travailleurs indépendants parmi les pays membres de l'OCDE. Les travailleurs temporaires n'ont pas la même condition de protection sociale de retraite et de chômage. Les travailleurs indépendants n'ont pas de couverture sociale performante. Des régimes spéciaux existent pour compléter la prise en charge des travailleurs indépendants.

L'idée du CPA (Compte Personnel d'Activité) relève de la mutualisation de l'assurance.

Par ailleurs, le Revenu Universel peut être une solution avec ou sans condition de ressource. Cela ne serait plus lié au travail dans la mesure où il serait financé par les impôts. Cet instrument est utilisé en Australie et en Nouvelle Zélande sous condition de ressource.

En Finlande, une expérimentation de Revenu Universel est en cours sur un panel de personne à la place de l'assurance chômage. Le montant est de 600 Euros/mois. L'idée de l'Etat est de simplifier le suivi de la personne.

Au Canada, une expérimentation est aussi en cours pour améliorer la santé des travailleurs pauvres pour simplifier le suivi. L'impact du Revenu universel est coûteux pour l'Etat ; Risque de décourager la reprise à l'emploi si la somme est trop élevée.

En France, les régimes sont très différents selon les types de travailleurs comparés à d'autres pays qui ont des régimes plus unifiés. Cela est source d'inégalités.

H PARIS Conseil d'Analyse économique

En France, les dépenses de protection sociale s'élèvent à 747 milliards d'Euros soit 1/3 du PIB en 2015. Les risques de santé et vieillesse-survie représentent 80% du total des prestations. Les ressources sont constituées au 3/4 par les cotisations sociales et la CSG ; Les cotisations sociales représentent 61% du total des ressources, Impôts et taxes affectés à 25% des ressources. La protection sociale et son financement ont évolué depuis 30 ans ; D'un modèle fondé sur l'assurance sociale, on est passé à des prestations plus universelles. Les débats sur le financement de la protection sociale repose d'abord sur la question « que faut-il faire ? » avant de s'interroger sur les moyens.

Comment financer la protection sociale en préservant l'emploi et la compétitivité ? Il y a aujourd'hui un mélange dans les modes de financement contributif. Doit-on aller vers un allègement des cotisations sociales ? Il y a un enjeu compétitivité/emploi qui repose sur le coût du travail qui est un élément de la compétitivité—prix et la taxation du travail peut inciter à la substitution du capital au travail concernant le travail peu qualifié.

Les 3 capitalismes

On distingue trois formes de capitalisme : Anglo-saxon, Rhénan et étatique. Quels en sont les avantages et les inconvénients ? Comment réagir face au développement rapide du capitalisme « Etatique » avec, en particulier, l'investissement en acquisition d'entreprises de l'excès d'épargne de la Chine ?

Louis GALLOIS, Président du conseil de surveillance PSA Groupe

La répartition dans le partage de la Valeur ajoutée doit évoluer. Il convient de présenter les 3 formes de capitalisme.

Tout d'abord, le capitalisme « anglo-saxon » est fondé sur la valeur actionnariale.

Caractéristiques : les décisions sont prises en priorité en faveur des actionnaires. La financiarisation tient toute sa place.

Avantages : Plus grande capacité d'adaptation et une efficacité exceptionnelle (3% de croissance)

L'objectif : la valeur actionnariale

Inconvénient : inégalités, cela génère du populisme.

Ce capitalisme est diffusé au niveau mondial. Les GAFAM en font partie.

Par la suite, le capitalisme « Rhénan » est fondé sur le développement des entreprises et leur pérennité ; La législation peut être plus contraignante car elle ne doit pas être contraire à la société. Un équilibre est accordé entre les parties prenantes et l'écosystème mais aussi sur le territoire. Le modèle le plus avancé est celui de la co-détermination qui consiste à inclure des représentants des salariés au sein des conseils de surveillance dans les grandes entreprises.

Enfin, le Capitalisme « Etatique », c'est le modèle Chinois où la moitié de l'appareil productif appartient à l'Etat.

Le modèle anglo-saxon génère des capacités financières exceptionnelles. En effet, la moitié du CAC 40 est aujourd'hui possédée par des anglo-saxons ; Il présente des capacités d'essaimage et de contamination très fortes.

La gestion de la régulation du capitalisme anglo-saxon doit se faire au niveau mondial (réforme du G20, avec le FMI, le renforcement de la réglementation internationale du travail...), mais aussi au niveau européen grâce à une harmonisation sociale et fiscale. Par exemple, la lutte contre les paradis fiscaux en Europe doit se poursuivre.

De plus, le principe de réciprocité dans le commerce extérieur doit s'exercer. Par exemple, lorsqu'un pays interdit une loi, un produit, une pratique... envers l'Europe, la même chose doit être mis en place dans l'autre sens.

Enfin, au niveau national notamment sur la gouvernance des entreprises. Par exemple, la co-détermination des instruments avec une stratégie économique pourrait être pratiquée comme l'Allemagne le fait.

Patrick ARTUS, Chef économique NATIXIS

Le capitalisme anglo-saxon est fondé sur l'actionnariat ; Un travail sur les intérêts entre les dirigeants et actionnaires a été mené – L'idée est que le dirigeant soit aussi actionnaire pour que les intérêts convergent.

De plus, ce capitalisme représente l'intérêt des actionnaires par la rentabilité élevée du capital attendu ;

Comment ? Par les rentes d'innovation, la compression des salaires, ou l'essai d'obtention de rente de monopole. Par exemple, les GAFAM ont un levier d'endettement important. En effet, les Entreprises américaines rachètent leurs propres actions.

Les incitations à innover sont plus importantes dans ce modèle. De plus, la flexibilité dans l'emploi est très élevée.

Par ailleurs, le modèle Chinois est efficace dans la mesure où il y a un alignement entre les objectifs de l'Etat et des entreprises. Par exemple, dans les énergies renouvelables, sous l'impulsion du gouvernement Chinois, les plus grands groupes sont aujourd'hui de nationalité

chinoise ; Ce modèle est basé sur de fortes capacités d'investissement. Aujourd'hui, 57% du revenu est épargné en Chine contre 4% aux USA. Quelles sont les limites d'un tel modèle ? De fortes contraintes politiques et sociales pèsent sur les salariés, mais aussi des pratiques protectionnistes sont organisées.

On ne peut pas considérer que l'entreprise appartienne aux actionnaires en revanche, nous devons aligner les intérêts entre dirigeants/actionnaires/ sous-traitants/ les collectivités et l'ensemble des parties prenantes.

Pour ce faire, les Etats doivent mettre en place de bonnes incitations. Si l'on veut un capitalisme européen, nos actionnaires doivent être européens. Aujourd'hui, 7% des français détiennent des actions contre plus de 50% aux USA.

Il y a une volonté de réduire les intermédiaires dans le financement. Il y a une nécessité de gérer les banques qui prennent des risques.

Le rôle de l'Etat en Chine a poussé dans de bonnes directions (montée en gamme, énergies renouvelables..). En France, la BPI soutient l'investissement et les innovations.

Que reste t-il du mythe de la courbe PHILLIPS, 1958

(Conférence à l'initiative de l'association Charles Gide pour la pensée économique)

Selon l'histoire, cette relation entre taux de chômage et taux d'inflation qui résulte des travaux statistiques de Phillips 1958, aurait constitué la justification essentielle des politiques économiques dites keynésiennes de stabilisation. L'objectif de cette conférence est de remettre en question l'image caricaturale donnée des politiques discrétionnaires par cette fameuse « courbe de Phillips ».

S RIVOT Maître de conférences à l'Université de Mulhouse

L'idée part du principe qu'un gouvernement peut choisir le taux de chômage qu'il souhaite à condition qu'il en définisse le taux d'inflation.

En réduisant le taux de chômage, il faut accepter le taux d'inflation qui en découle. Pourquoi parler d'un mythe ?

Les économistes monétaristes tel que Friedman à la fin des années 1960, critiquent la courbe de Phillips (rigidités salariales, syndicats, allocation-chômage) : la politique de relance monétaire peut tromper temporairement les agents économiques victimes de l'illusion monétaire. Cela signifie que les salariés ne perçoivent qu'avec retard l'érosion de leurs salaires réels, les entreprises croient à une baisse du coût salarial réel. Cependant, ces derniers, intègrent ensuite l'inflation et le taux de chômage revient à son niveau naturel.

Sur le plan statistique, on distingue 3 périodes : 1861-1913, 1913- 1948, 1948-1957

Sur le plan théorique, il y a un risque de déstabilisation par l'intervention publique. Comment atteindre l'équilibre macro-économique ?

Les keynésiens sont partisans de la demande globale et de l'intervention de l'Etat. Pour les monétaristes, il y a une nécessité de stabiliser l'économie et d'avoir une politique monétaire en terme de règle. En revanche, les néo classiques affirment que pour stabiliser l'économie à son plein emploi, il ne faut rien faire. L'économie est à l'équilibre. Enfin, les néo keynésiens avancent que pour stabiliser l'économie, la politique monétaire est le bon outil.

G RUBIN Professeur d'économie à l'université de Lille

Pourquoi parler d'un mythe de la courbe de Phillips ? (Relation décroissante entre le taux de chômage et le taux d'inflation). Il y a une possibilité de choisir le taux de chômage à condition d'accepter l'inflation. Cela est un mythe car on est arrivé à la stagflation.

Pourquoi un mythe ? On parle de mythe pour définir un ensemble de croyances autour d'un évènement historique qui lui donne une importance particulière.

Dans le texte de SAMUELSON & SOLOW de 1960, ils introduisent l'idée de l'arbitrage. Il s'agit de choisir le taux de chômage à condition d'accepter l'inflation. (Ouvrage de BLANCHARD & COHEN 2009)

Le texte des années 1950 pose la question suivante : Comment expliquer une montée inflation/ chômage ? Dans les années 1950, on se demande quelle est l'origine de l'inflation ? La demande est trop forte, les banques centrales maintiennent des taux d'intérêt élevés ; Est-ce une inflation par la demande ou par les coûts ?

Approche empirique en quantifiant l'inflation et le taux de chômage « a guess » ou une courbe estimée approximativement.

Comment résoudre le dilemme inflation-chômage ? Il s'agit de choisir entre un chômage élevé et une inflation faible ou un chômage faible et une inflation élevée.

Faire baisser le taux de chômage structurel et agir sur le marché du travail est l'idée keynésienne (Solow, Samuelson). Cette courbe bouge et son action dépendra des politiques menées. C'est FRIEDMAN qui fait de la courbe de Phillips un enjeu majeur dans un texte comme une réponse à SOLOW et SAMUELSON qui insiste sur les angles morts de ces 2 auteurs.

B CABRILLAC, Banque de France

Aujourd'hui, la banque de France utilise la courbe de Phillips en tant que modèle empirique et en tant que modèle de prévision. Sur le long terme, elle s'est aplatie dans les pays développés. Lorsque l'inflation importée est prise en compte, elle reste valide en zone euro et sa pente est stable depuis quelques années.

En France, la courbe de Phillips reste valide quand on rajoute l'inflation importée.

La courbe de Phillips explique les 2/3 de l'écart d'inflation sous jacente entre la France et la Zone Euro.

En conclusion, l'utilisation de la courbe de Phillips est encore d'actualité en tant qu'élément de prévision et de projection à la banque de France.

Le BREXIT

Suite au référendum britannique, la procédure de retrait du Royaume-Uni et de l'Union européenne, engagée le 29 mars dernier, a lancé le début de négociations complexes. Dès lors, de nombreuses questions se posent : quels seront les impacts économiques, financiers, et commerciaux mais aussi sur les questions de sécurité et de défense ? Est-il possible d'inventer un nouveau mode de relation entre le Royaume-Uni et l'Union européenne et dans quels champs ? Comment sera affectée la mobilité des étudiants, des salariés et des retraités en Europe ? Au delà, quelles sont les conséquences pour le projet européen lui-même et sa capacité à se réinventer ?

V AUSSILLOUX, Directeur du département économie de « France Stratégie »

France stratégie est un think tank pour la France. Chaque jour, 370 000 personnes voyagent entre la Grande-Bretagne et la France. Les enjeux économiques sont majeurs. Les négociations auront lieu en décembre.

H GOUGHT, Ministre et conseillère ambassade Grande-Bretagne en France

Dans son dernier discours, Theresa MAY affirmait qu'il était souhaitable de rester allié et partenaire pour l'avenir avec l'Europe.

En France, le 1^{er} solde extérieur est avec la Grande-Bretagne. Il y a beaucoup d'enjeux pour que chacun y trouve son intérêt.

S GOULARD, témoin des JECO

Des risques économiques sont possibles. Les rapports entre la Grande-Bretagne et l'Union européenne ont toujours été compliqués. La Grande-Bretagne n'a jamais accepté de se soumettre aux règles du jeu de l'Europe en revanche, elle a pris de l'Europe les avantages sans jamais se soumettre aux contraintes.

J HENLEY Correspondant des affaires européennes

Il y a les pragmatiques, qui veulent collaborer avec l'Europe et les conservateurs qui veulent en sortir. Il y a une nécessité de respecter un « ordre de droit » et les règles de fond qui ont construit l'Europe.

K OROURKE, Irlande

Les conséquences du BREXIT sont négatives pour l'Irlande notamment par rapport à la situation géographique de l'Irlande. Des licenciements dans les Entreprises qui commercent avec l'Europe sont prévus. Cela provoquerait un impact de 3 points de moins sur le PIB de l'Irlande. L'Union Européenne a une Union douanière. Cela signifie qu'à l'intérieur de cette zone, il n'y a pas de tarifs douaniers.

Par ailleurs, il y a une nécessité de diversifier l'économie et de se rapprocher de la France car la proximité géographique entre les deux pays est à prendre en compte.

Par ailleurs, une crise majeure en Angleterre semble inévitable ; On peut espérer que cette crise soit constructive pour la Grande-Bretagne. Les britanniques exportent majoritairement des services.

X RAGOT Président OFCE, Professeur Sciences-Po

Le projet européen est global. La partie commerciale et financière « la City » est directement liée à la zone Euro. Une place financière équivalente à « la City » pour l'Europe pourrait être envisageable à Frankfurt. La livre a chuté de 14% depuis la décision des britanniques en faveur du Brexit, ce qui stimule les exportations. Il y a aujourd'hui des incertitudes sur la croissance de la Grande-Bretagne.

La fin de la mondialisation ?

Les négociations de l'OMC sont bloquées depuis des années. Depuis la crise de 2008, la croissance du commerce mondial a fortement ralenti, les traités de libre échange suscitent des oppositions de plus en plus fortes, les Etats-Unis de D TRUMP veulent rétablir des taxes importantes à leurs frontières. Assiste t-on à un renversement de tendance complet ? Va t-on de nouveau vers un fractionnement du marché mondial ?

P ARTUS, Chef économiste de NATIXIS

La mondialisation financière est plus importante que la mondialisation des biens & services. On voit revenir une volonté d'aller au plus près du consommateur. La volonté politique nécessite une vision pour développer une nouvelle industrielle. Par exemple, les Chinois développent des produits au niveau local puis exportent. On peut parler de « protectionnisme intelligent ». L'intérêt de la fin de la mondialisation peut être intéressante s'il y a un intérêt stratégique.

La globalisation économique a augmenté de 50% depuis 1990. Concernant la globalisation financière, elle est 8 fois plus importante depuis 1990. Les Etats-Unis ont un modèle capitaliste dominant alors qu'ils ne détiennent pas d'épargne.

La mondialisation financière a des effets car l'économie est plus affectée lorsqu'il y a des dévaluations. Y a t-il un cycle financier mondial ? Les travaux d'H REY appuient cette thèse.

Le « Triangle d'incompatibilité » montre que la bonne combinaison repose sur la libre circulation des capitaux.

Un seul pays a un solde extérieur excédentaire grâce aux services, c'est le Royaume-Uni. Aujourd'hui, on ne sait pas se passer de l'industrie.

En 2016, la croissance du commerce International était quasi nulle, et le pic d'émission de CO2 avait atteint un pic. Le Commerce International est marginal dans ses effets sur la planète comparée à la croissance des pays émergents. Or, le lien est faible entre les deux. Par exemple, la CMA /CGM a lancé le premier conteneur à gaz.

Une croissance forte est attendue en Asie et en Afrique car la population en âge de travailler est supérieure aux personnes retraitées ; Ainsi, l'Afrique pourrait s'industrialiser si elle règle

son déficit en énergie et en transport. Le Maroc réussit très bien ce pari avec une énergie renouvelable dynamique.

En Afrique, le déficit commercial est de 7% car il n'y a pas d'industrie. Il y a un lien entre la démographie et les échanges de flux financiers. En vieillissant, la population accumule des actifs.

B CABRILLAC, Banque de France

La phase d'hyper mondialisation des années 1990-2000 s'est atténuée. Depuis 2011, il y a un ralentissement du commerce extérieur. Si les exportations croissent plus vite que le PIB, le ratio d'importation sur le PIB augmente. Ce ralentissement s'explique par des effets de composition sectorielle. La part des services représente 23% dans le commerce mondial.

De plus, il y a des effets structurels (ralentissement de la baisse des tarifs douaniers, des coûts de transport) = il n'y a pas de rupture mais la fin d'une période exceptionnelle (1^{ère} et 2^{ème} GM et 1990)

Deuxièmement, on peut ajouter que le Commerce international concerne les flux bruts liés à la taille de la chaîne de valeur.

En intra-groupe, la facturation qui biaise les statistiques du Commerce International, ou la digitalisation ne se retrouve pas toujours dans les flux du commerce international.

Après la crise, il y a eu une réduction des flux financiers. La fin de la mondialisation est aussi liée à 2 problèmes : celui des déséquilibres globaux (l'Allemagne est structurellement excédentaire, et les Etats-Unis sont déficitaires). Les pays en déficit accumulent des dettes vers le reste du monde. Cela pose un problème d'endettement et de politique. L'interdépendance crée un problème de bien public mondial. En Australie, l'essentiel des étudiants étrangers sont chinois. Les Mooc pourraient faire baisser les flux transfrontières.

En conclusion, des raisons conjoncturelles expliquent certains déséquilibres qui pourraient être compensés en partie par des réformes structurelles. Les indicateurs utilisés ne sont plus toujours pertinents.

De plus, nous devons considérer l'évolution démographique de l'Afrique en 2030, et prendre en compte que 100% de l'évolution démographique se fera en Afrique. L'Afrique pourrait être tirée vers le haut grâce aux nouvelles technologies.

Au Japon, une partie des problèmes repose sur l'inadéquation entre l'Offre et la Demande. Le contrôle aux frontières n'améliore pas la situation du Japon. Le protectionnisme stratégique peut être une bonne chose.

F BELLONE, Professeur d'économie Université Côte d'Azur

Débat lancé par la crise de 2008 (facteur conjoncturel) et l'élection de TRUMP avec des mesures protectionnistes.

Cette question de fin de la mondialisation s'explique par une première grande vague marquée par la baisse des coûts de transport en revanche, les coûts des connaissances étaient très élevés. Or aujourd'hui, la digitalisation a fait baisser le coût de ces connaissances.

Depuis les années 1990, les multinationales fragmentent les chaînes de valeurs grâce notamment à la baisse des coûts.

Il y a une façon de voir la mondialisation. En effet, les gagnants depuis la Révolution Industrielle sont les grandes nations, et les grands perdants sont la Chine et l'Inde au 19^e siècle ainsi que les PED.

Il y a de forts conflits d'intérêt entre les nations. Des risques actuels de désintégration existent. Doit-on s'inquiéter de l'accroissement des flux commerciaux?

Sur le long terme, cela devrait se stabiliser à un certain niveau lorsque les pays se seront rééquilibrés au niveau des salaires, cela réduira les flux de commerce. Aujourd'hui, le monde est encore trop déséquilibré.

Par exemple, Coca-Cola ou Mac Donald's n'ont quasiment pas de dépenses en coûts commerciaux dans la mesure où ils ont fait le choix stratégique de produire et de s'approvisionner au niveau local en fonction de leurs diverses implantations.

Nous traversons une révolution de la télé-robotique et du télétravail aujourd'hui. Une démographie trop forte n'est pas un facteur de croissance ; Par exemple, la Chine a eu une croissance forte car elle a maîtrisé sa population.

On est dans un monde de libre circulation de tous, en revanche, pas assez dans la mobilité internationale du travail qui reste faible.

Vision prospective sur l'Europe – remise prix BCE

L'Euro ne fonctionne pas de manière optimale : les 19 états qui l'ont adopté continuent d'avoir des divergences structurelles notables, des trajectoires de finances publiques différentes, dans un contexte où l'inflation reste à des niveaux bas malgré la politique monétaire très expansionniste menée par la Banque centrale européenne.

Quelles réformes faudrait-il mettre en place pour rendre l'euro plus efficace ? Les réformes seront-elles budgétaires avec la création d'un budget propre à la zone euro et à la nomination d'un ministre des finances ? Monétaires avec une modification des objectifs de la BCE ? Financières pour assurer une meilleure stabilité des institutions bancaires et financières ? Sociales pour assurer une plus grande homogénéité des économies européennes ? Si des avancées ont d'ores et déjà eu lieu, comme l'instauration d'une union bancaire, leur mise en oeuvre et leur périmètre restent à discuter.

A BENASSY-QUERE Professeur économie de Paris

Dans un pays surendetté, il serait souhaitable d'avoir plus d'inflation. En effet, Il y a un risque de crise dans les années à venir car il y a une asymétrie d'information.

Quels sont les éléments sur lesquels nous devons avancer ?

Il est nécessaire de finaliser l'Union bancaire. De plus, il y a un besoin de coordonner les politiques budgétaires en menant des politiques convergentes sur la fiscalité tel que le salaire minimum. Cela reste difficile à mettre en oeuvre. S'il n'y a pas de coordination possible, l'intégration serait une solution. L'intégration consisterait à ce que les gouvernements se mettent d'accord pour mettre en commun des ressources.

B COEURE, BCE

Nous menons plusieurs actions auprès des jeunes étudiants européens tel que « l'Euro vidéo challenge ». Cela a consisté à mobiliser des jeunes européens sur la politique monétaire ; L'idée était d'utiliser les moyens de communication pour montrer que les jeunes européens sont capables de s'approprier des sujets économiques précis.

Nous sommes au stade du cycle économique marqué par une reprise de la zone Euro assez forte et équilibrée depuis les crises de 2000 et 2008. Cela est une occasion de faire des choses. Les européens peuvent choisir de ne rien faire et d'attendre la reprise cyclique conjoncturelle grâce à la politique monétaire ; La BCE soutient aujourd'hui la croissance et l'emploi car l'inflation est faible.

Il y a une nécessité de reconstituer une force de frappe avec des réformes au niveau des états d'abord. La légitimité politique est bien présente. Cela doit être soutenue par des réformes européennes. En effet, des conditions de convergence économiques entre les Etats doivent être trouvées.

Sur la politique monétaire, il y aurait une politique de réinvestissement et la taille du bilan ne va pas diminuer. Des questions techniques sur l'usage des différents instruments se posent.

Si les Etats sont endettés, c'est le parlement qui doit gérer, non la BCE. En effet, la BCE a un mandat de stabilité des prix. Il y a toutefois des distorsions. Les taux négatifs ont un effet positif sur l'économie. L'Union bancaire est en cours (1000 personnes supervisent aujourd'hui la BCE)

J CREEL, OFCE/ Sciences Po

Il y a une volonté de mise en valeur de la politique monétaire européenne car elle a permis de sauver l'euro. La banque centrale européenne crée l'euro, il semble normal qu'elle le sauve. A-t-elle d'autres marges de manœuvre ? Si la croissance est meilleure, va-t-elle se maintenir ? Que fera-t-elle des réserves excédentaires ? La BCE n'a pas que le taux d'intérêt comme instrument, elle a aussi la gestion de la réserve excédentaire pour jouer sur la stabilité. La BCE pourrait racheter des titres aux Etats pour participer à une convergence des Etats au sein de l'Union Européenne.

L'Union bancaire est un mode de gestion des crises bancaires par l'existence d'un fonds qui aujourd'hui n'existe pas et doit être ex ante et ex post. L'union bancaire a été créée comme moyen de supervision des banques. Peut-on avoir une assurance de dépôt qui permettrait de déposer de l'argent dans une banque de pays différents de la zone euro ?

L GISCARD D'ESTAING, Région Auvergne Rhône Alpes

La ville de Chamalières accueille un site de production pour l'impression des billets.

Pour affronter la concurrence avec le dollar, nous avons aujourd'hui la volonté d'imprimer des billets d'1 Euro comme pour le Dollar. D'abord, par rapport au change, de plus la perception de la valeur de la monnaie en serait modifiée. De plus, pour améliorer la gouvernance de la zone Euro, il est normal d'associer les parlements à ses questions. Des réunions prévues à cet effet existent. Il faut aller plus loin dans cette direction pour assurer cette coordination.

G WOLFF Director of Bruegel

Institut Belge sur l'Euro. La BCE a fait un travail qui a permis de sauver cette monnaie. Il y a un problème sur le modèle keynésien qui dit qu'il faut des taux bas pour relancer la demande. Des conflits existent car il y a une nécessité de politique expansionniste monétaire. Comment relancer les salaires pour que l'inflation augmente ?

En conclusion, une autre crise est possible. Comment pourra-t-on y répondre ?

La convergence des Etats est essentielle. Le manque de productivité en Italie a des causes politiques. En effet, S Berlusconi s'est intéressé davantage à sa fortune personnelle qu'à la santé financière de son pays. Il serait souhaitable d'avoir un système d'intégration de la zone Euro (une assurance commune).

B LEMAIRE, Ministre de l'économie et des Finances

L'Europe s'est avant tout une zone géographique. Deux convictions et deux objectifs guident le gouvernement actuel. Tout d'abord, il s'agit d'accomplir la transformation économique de la France. Pour cela, 3 choix politiques sont envisageables :

1/ Avoir une fiscalité qui favorise l'innovation (pour que les Entreprises puissent se financer, monter en gamme et réussir au niveau mondial) afin qu'elles puissent faire face à la digitalisation

2/ Retrouver l'équilibre des comptes publics

(Illustration à partir d'un texte de Saint-Simon du XVIIIème sur les dépenses excessives de Louis 14)

Nous devons avoir des comptes publics corrects, une dette qui se réduise, des investissements plus utiles afin de recréer de la prospérité. Nous avons besoin de retrouver de la crédibilité au niveau mondial. Nous avons la dépense publique la plus forte d'Europe et parallèlement, un taux de croissance faible.

3/ L'éducation représente la plus grande question économique. Elle doit être solide, développer l'apprentissage et garantir la formation continue. Nous devons améliorer l'offre de formation. Des problèmes d'inadéquation entre l'offre et la demande existent dans l'industrie et les services particulièrement. Beaucoup d'emplois ne trouvent pas de personnels qualifiés. Des problèmes de formation se posent par rapport aux besoins de l'économie. La formation doit être solide pour permettre à chacun d'accomplir son destin.

Concernant la zone Euro. Il faut que l'Europe défende mieux ses intérêts comme le font la Chine ou les Etats-Unis. Par exemple, nous devons protéger l'Europe face à des investissements étrangers. Notamment, concernant la taxation des géants du numérique. Pourquoi le bouchon lyonnais paierait-il ses impôts et non pas les géants du numérique ? C'est ce que j'entends par défendre nos intérêts.

De plus, les marchés publics Chinois ne sont pas ouverts au reste du monde en revanche, les marchés publics européens sont possibles. La règle de réciprocité doit être défendue.

De plus, nous devons être offensifs au niveau de l'innovation. La création d'un fond français pour les innovations de rupture est un moyen. Au niveau européen, un fonds identique doit être créé pour financer des innovations de rupture. Par exemple, ARIANE est leader du satellite dans le monde mais la fusée décolle puis elle est détruite. En revanche, avec SPACE X, les américains ont su créer une innovation de rupture en lançant des fusées qui peuvent être récupérées.

La maîtrise de l'intelligence artificielle doit être gérée au niveau européen. Des questions morales et éthiques se posent concernant l'intelligence artificielle ; L'Europe doit prendre la tête de l'éthique sur l'intelligence artificielle.

De plus, il est nécessaire d'avancer sur l'Union bancaire – De lutter contre le dumping fiscal. La transformation doit être menée maintenant. Il s'agit de faire en sorte que cette transformation se fasse par une réduction des inégalités. On peut concilier la prospérité avec la justice sociale. L'évasion fiscale affaiblit la démocratie. Elle constitue une véritable perte pour la démocratie. La fiscalité doit être collective pour ne pas y porter atteinte.